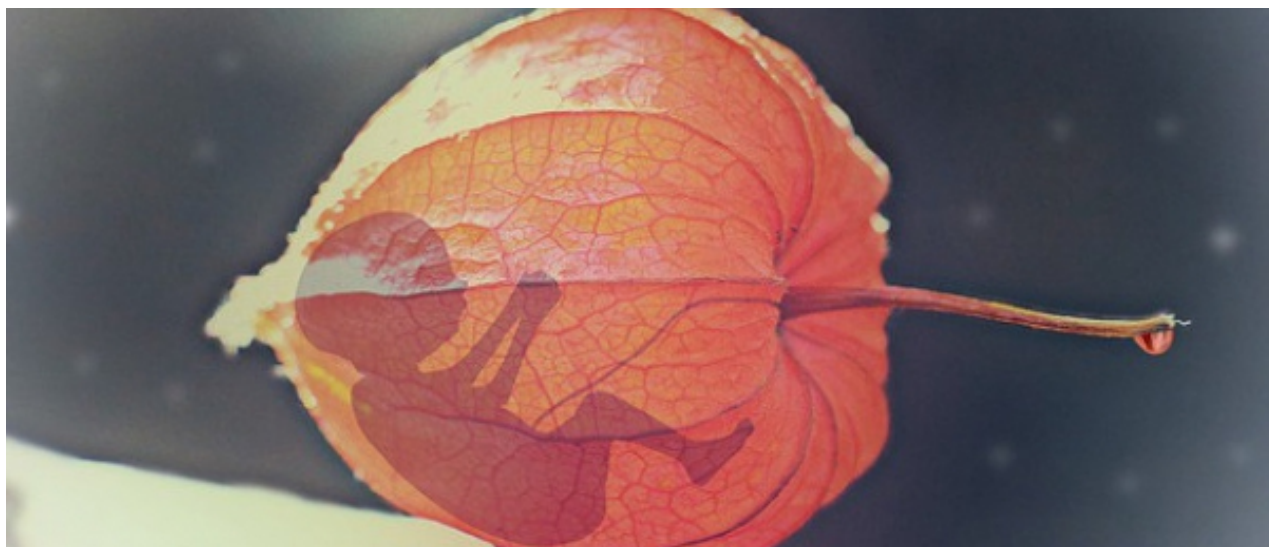


"She Decides" : Des fonds en panne pour financer l'avortement

genethique.org/fr/she-decides-des-fonds-en-panne-pour-financer-lavortement-67172.html



Jeudi à Bruxelles, la conférence « She decides » a réuni les représentants de plus de 45 gouvernements et plus de 400 participants dans le but de récolter des fonds pour les effets de la décision de l'administration américaine de rétablir la politique de Mexico. Lancée par Ronald Reagan en 1984, la politique anti-avortement « prévoit que les fonds fédéraux d'aide internationale ne peuvent être alloués à des ONG étrangères qui pratiquent l'avortement ou militent pour rendre l'avortement légal ».

Les 181 millions d'euros qui doivent être débloqués essentiellement par un petit nombre d'états membres de l'Union européenne : la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, le Canada et le Luxembourg, ne couvrent pas les 600 millions d'euros de manque à gagner.

D'autres Etats membres, comme l'Autriche, ont annoncé qu'ils n'injecteraient pas l'argent des contribuables dans l'industrie de l'avortement.

La France était représentée à la Conférence par la ministre des droits des femmes, Laurence Rossignol, qui « a tenu à montrer son engagement et sa solidarité avec l'initiative de la Ministre de la Coopération et du Développement des Pays-Bas, Madame Lilianne Ploumen ». Comme le Royaume-Uni, la France a demandé un délai supplémentaire. Dans un communiqué de presse, la ministre a annoncé que : « La France va renouveler son engagement dans le fonds Muskoka en 2017, à travers un engagement de 10M€ pour les 8 pays ciblés par ce fonds, et débloquer une aide exceptionnelle de 1M€ qui sera attribuée à la zone sahélienne (Tchad – Niger) via le fonds des Nations unies pour la population pour des programmes de planification familiale ».

Si Lilianne Ploumen a affirmé vouloir poursuivre l'initiative « dans les années à venir », les leaders africains des droits civils ont fait remarquer que l'avortement n'était pas un soin de santé et que les sommes débloquées « pourraient construire 5000 écoles et éduquer 12 millions d'Africains par an ».

Sources:

La Libre (03/03/2017) ; Agenda Europe (03/03/2017) ; CP Ministère des Familles, de l'Enfance et des droits des femmes (02/03/2017)

Photo : Pixabay/DR